

Élargir la lutte et généraliser la grève pour gagner

Depuis plus d'un mois et demi, de larges secteurs de la société sont mobilisés contre la loi Travail, et l'opinion publique rejette très massivement ce nouveau coup porté aux travailleuses/eurs.

Plus d'un million de manifestant·e·s sont descendu·e·s dans la rue lors de la mobilisation interprofessionnelle du 31 mars, à laquelle s'ajoutent des mobilisations dans la jeunesse ou encore la multiplication des Nuits Debout. Ce mouvement de fond exprime un ras-le-bol et catalyse l'exaspération liée aux attaques incessantes contre les salarié·e·s pour le plus grand bénéfice du patronat.

Alors qu'au mois de mai, le texte de loi sera débattu au Parlement, l'enjeu est d'augmenter massivement le rapport de force en faveur des travailleuses/eurs, chômeuses/eurs et de la jeunesse pour que ce projet de régression sociale soit abandonné. Les prochaines mobilisations du 28 avril et du 1er mai doivent marquer un tournant pour construire un blocage économique qui impose au gouvernement de reculer.

SOYONS PLUS DÉTERMINÉ·E·S QUE LA RÉPRESSION !

Répression tous azimuts, tentatives de division, face au mécontentement, le gouvernement utilise les vieilles ficelles classiques du pouvoir. Déployées en masse au plus près des manifestations d'étudiant·e·s et lycéen·ne·s, chargeant systématiquement à la moindre velléité de s'écarter du traditionnel cortège syndical, multipliant les matraquages, les arrestations, l'utilisation des flashball et des gaz lacrymogènes, les forces de l'ordre appliquent avec méthode une stratégie de la tension caractérisée par un déchaînement de violence dont elles sont les responsables et les premières auteures. L'objectif, faire peur, empêcher le mouvement de grandir et de s'implanter hors des manifestations autorisées. Et bien sûr, avec l'aide des grands médias qui relaient la propagande du pouvoir, décrédibiliser le mouvement, en réduisant la

contestation à une bande de « casseurs ».

NE NOUS LAISSONS PAS MANIPULER FACE AUX STRATÉGIES POLITIENNES !

Dans le même temps, le gouvernement manœuvre pour diviser. Tentant en vain d'acheter les jeunes, il reçoit avec une attention toute paternaliste les organisations dites spécifiques de la jeunesse, pour mettre en scène mesurette et fausses promesses censées répondre à leurs aspirations. Comme si, face à la destruction du droit du travail et à la fuite en avant de la machine capitaliste, il n'était question que de prolonger de trois mois le versement des bourses étudiantes ou d'accorder une hypothétique obole de même pas un demi smic aux jeunes englué·e·s dans la précarité que ce système leur impose. De son côté, le MEDEF surjoue l'indignation, pour faire avaler que la loi Travail à peine retouchée jouerait désormais contre les intérêts du patronat, alors qu'elle est toute entière écrite pour et par eux.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Face à cette situation, la réponse des travailleuses/eurs, des chômeuses/eurs et de la jeunesse ne peut être que de massifier encore le mouvement lors des prochaines journées de mobilisation. Mais si le nombre de manifestant·e·s est un moyen de pression, seul il ne suffira pas à faire reculer le gouvernement. Aujourd'hui, comme en 2010, ce qui fait réagir les gouvernants, c'est l'instauration d'un rapport de force, c'est quand on s'attaque aux porte-feuilles et qu'il y a un risque sérieux de blocage de l'économie. Ceci ne peut se faire qu'en multipliant des grèves qui se maintiennent dans le temps, partout où cela est possible.

Pour ne pas se disperser et s'épuiser, parce que réfléchir à la société de demain ne doit pas faire oublier qu'il y a un premier combat à gagner aujourd'hui, nous devons faire converger les initiatives existantes, investir et multiplier les espaces de construction du mouvement comme les Nuits Debout ou les assemblées générales.